11 novembre 2021 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

INTERVENTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DANS LE CADRE DE L'AGENDA DE PARIS POUR LE NUMÉRIQUE ET LES TECHNOLOGIES

Merci, Alex. Vous avez sans doute eu le pire rôle de l'après-midi. Non mais vous avez agi parfaitement. Merci infiniment d'avoir organisé notre discussion, merci à tous deux. J'aimerais également remercier tous les participants et participantes de ce panel de discussion, Christophe, et un merci tout particulier à Justin TRUDEAU. Je peux m'imaginer combien cela devait être irritant que d'être interrompu et c'est un excellent partenaire sur toutes ces questions, pas seulement un partenaire social. Je le remercie infiniment.

Au fond, ce qu'on dit depuis tout à l'heure, et je voudrais conclure en faisant la synthèse de ce qui a été dit précédemment et ce qui vient d'être dit pour nos enfants, c'est un travail qu'on a lancé en effet depuis plusieurs années, qui s'est structuré ces quatre dernières années parce qu'on a tous fait le constat d'une série de paradoxes.

D'abord, on a quelque chose de formidable, de nouveaux espaces s'ouvrent à travers l'innovation, le digital, etc. Il y a une demande pour l'accès à ces espaces et c'est formidable. En même temps, ces espaces, pour la première fois dans notre histoire, sont conduits par de l'innovation privée, des acteurs privés qui sont devenus des géants privés. Certains d'entre vous sont là pour les représenter et les porter. Et nous n'avons jamais vécu ça parce que normalement, ce qui structurait les créations de nouveaux espaces, c'était la sphère publique.

Et donc, on a créé des possibles nouveaux, mais qui ne relevaient pas de choix collectifs démocratiquement débattus dans des sociétés démocratiques. Et ça, c'est totalement neuf, ce qui fait qu'on est tous confrontés à des injonctions qui sont contraires. On veut de plus en plus innover. Nos citoyens sont aussi des utilisateurs qui veulent cela et qui commencent à sentir ce déséquilibre. Et on voit bien qu'on a besoin de plus en plus de réguler de l'autre côté parce qu'il n'y a pas de liberté sans ordre public, parce qu'il n'y a pas de liberté sans limites à cette liberté - même pour le respect de la liberté des autres - sans règles qu'on donne entre les individus, sans possibilité de respecter ce qui sont nos valeurs communes. Or, vous l'avez très bien dit, nous avons créé un espace de possibles extraordinaire et il continue à avancer de plus en plus vite.

Mais aujourd'hui, au fond, on est en train de s'apercevoir que les grands acteurs ne savent pas tout garantir sur leurs propres algorithmes. Aujourd'hui, on est en train de s'apercevoir qu'en effet, les acteurs du pire utilisent ces opportunités pour faire le pire, qu'il s'agisse du terrorisme, qu'il s'agisse d'agresser nos enfants ou de les manipuler, et autre. Nous sommes face à ce dilemme qui est assez historique, c'est qu'on n'a pas envie d'arrêter tout ce que, justement, les plateformes, le numérique, l'innovation, l'intelligence artificielle peuvent donner à l'humanité de progrès, mais on voit bien qu'on ne peut pas laisser ces moyens à la main de ceux qui les utilisent pour le pire. Et donc, on doit créer quelque chose de nouveau.

L'approche qu'on a adoptée, qui est très Forum de Paris pour la Paix, c'est en effet, vous l'avez tous très bien dit : multi-stakeholders parce que on s'est aperçu que justement, on avait des acteurs - il y a tous les États qui doivent être concernés – mais plus on élargit, plus on est efficaces. Vous l'avez très bien démontré à l'instant, parce qu'on a des entreprises qui sont là et qui sont maintenant mondiales et qui sont des acteurs incontournables, parce qu'on a une réflexion académique, parce qu'on a des activistes, parce qu'on a des intellectuels, parce qu'on a des associations qui se sont organisées. Et donc, c'est par ce dialogue permanent entre les gouvernements, les compagnies, les communautés, les académiques qu'on peut réfléchir et avancer.

Et au fond, il faut assumer deux types de batailles. D'abord, il faut assumer de commencer, je prends la formule à mon ami Pascal LAMY, il faut assumer de commencer par le gazeux pour aller vers le solide. Et donc, on part de choses qui paraissent très générales et généralistes, mais qui posent le problème, et on les structure peu à peu pour faire du droit de plus en plus dur et aller au solide. Je sais bien la frustration, quand on commence comme ça, beaucoup d'observateurs disent « vous êtes sympathiques, vous faites des déclarations, ça ne dit rien. » Ce n'est pas vrai, et on l'a démontré ces quatre dernières années. Mais on a besoin de commencer par l'état gazeux.

La deuxième chose, c'est qu'en même temps, ce gaz doit être parfait, c'est-à-dire qu'il doit de plus en plus

La deuxième chose, c'est qu'en même temps, ce gaz doit être parfait, c'est à dire qu'il doit de plus en plus s'étendre parce que, en même temps qu'on doit solidifier ce qu'on arrive à faire, on doit avoir de plus en plus d'acteurs qui rejoignent. Et donc, c'est ce qu'on est en train de consolider et c'est un peu ce bilan que je voulais faire avec vous sur tous les sujets qui ont été posés.

En 2018, on a donc lancé le Paris Call for Trust and Security in Cyberspace. Et donc cet appel de Paris était très gazeux pour beaucoup de gens. C'était un appel très généraliste avec beaucoup de principes, mais il a posé les règles pour la première fois d'une bonne gouvernance entre les acteurs. Il compte 1 200 supporters et aujourd'hui, on a eu deux annonces très importantes - merci infiniment madame la Vice-Présidente, chère Kamala parce que ça, c'est une extension du domaine extraordinaire, le fait que vous rejoignez le Paris Call. On change la nature compte tenu de ce que représente votre pays, compte tenu du fait que tant d'entreprises structurantes sont incorporées dans votre pays. Certaines entreprises, Brad SMITH l'a très bien dit, avaient rejoint avant le gouvernement fédéral, mais ça va changer beaucoup de choses. De même du fait que la Commission européenne ait décidé de rejoindre les Etats membres. Donc vous voyez, on étend, mais cet accord a permis d'établir des principes justement pour à la fois assurer sécurité, stabilité, meilleur environnement.

En même temps, on va plus loin. Ce qu'a annoncé Justin TRUDEAU est un point très important. Son initiative pour la connectivité, la formation, la justice s'inscrit dans les principes du Paris Call, mais elle permet d'aller un cran plus loin, elle l'approfondit. Et nous-mêmes, en européen, nous sommes en train d'aller un cran plus loin. Et grâce à ces valeurs de l'Appel de Paris, ce sont les fameuses directives DMA DSA rappelées par la présidente von der Leyen : on va réguler à la fois les services et les acteurs économiques et d'ailleurs en déclinant dans du droit qui devient plus dur - on est entre le liquide et le solide - mais s'inspirant de ces mêmes principes de l'Appel de Paris, on va décliner des régulations pour la première fois à l'égard de ces acteurs. Ça c'est notre premier pilier et nous voyons que depuis quatre ans, on l'a étendu et aujourd'hui, avec une annonce massive et on est en train de le préciser, de le consolider.

La deuxième grande initiative qu'on a prise en 2019 avec la Première ministre Ardern qui était avec nous tout à l'heure, c'était après la terrible attaque de Christchurch contre une mosquée. On s'en souvient tous. On a lancé le Christchurch Call. Vous avez décidé de le rejoindre il y a quelques mois et le fait que les Etats-Unis nous rejoignent était là aussi vraiment un immense changement.

On a bâti une régulation contre les contenus terroristes en ligne. Et ce n'était pas acquis. Je me souviens très bien moi, à l'été 2017, on n'était pas nombreux à le défendre. On était avec la Première ministre Theresa May après les attaques terroristes à Londres. On était quelques Européens, et on n'était pas suivi.

En 2019, il y a eu le Christchurch Call, on a été suivi. On a obtenu quelque chose, un vrai engagement de l'industrie qui était la golden hour : le retrait en une heure de tout contenu terroriste. Et l'industrie joue le jeu. Nous-même, quand nous avons vécu des attentats, parfois certains réseaux ont enlevé ces contenus avant même que nos régulateurs, nos plateformes de régulation ne les voient. Donc ça a une efficacité ce qu'on a fait avec l'Appel de Christchurch en mai 2019.

Et on a continué à le faire et ça a permis d'ailleurs là aussi, une loi européenne à la fin de l'année dernière, fin 2020, qui a inscrit dans le droit dur européen la golden hour. Et on progresse là aussi et on a avancé. Maintenant, on sait où est notre défi sur ce sujet qui est au fond aux confins de l'Appel de Paris, de l'Appel de Christchurch, c'est qu'on avance beaucoup plus vite et plus fort contre la lutte des contenus haineux en ligne et que soient beaucoup plus efficacement interdits et stoppés tous les contenus qui sont antisémites, racistes, xénophobes, etc. C'est dans nos appels, mais c'est ce qui sera en particulier dans la directive dite DSA en européen. Ça, c'est un travail qu'on doit faire vraiment avec les Etats-Unis d'Amérique aussi pour réussir à mettre cette régulation en marche.

La troisième grande initiative, ça a été le GPAI, le Global Partnership for Artificial Intelligence, lancé en 2019 dans le cadre du G7. Plateforme commune Canado-française, Justin en a très bien parlé tout à l'heure, Joanna aussi, et c'est vraiment une avancée énorme parce qu'on va pouvoir mettre sur pied la base éthique technologique avec des intellectuels, des académiques, des indépendants qui réfléchissent pour la planète à l'intelligence artificielle.

Et si je devais l'expliquer très simplement pour tout le monde pourquoi c'est si important, c'est la même chose que le GIEC pour le climat. Pourquoi le climat ? Parce qu'on a des chercheurs indépendants du monde entier qui nous expliquent ce qui est en train de se passer. Et du coup, il ne peut plus y avoir de débat. On ne dit pas : ils sont manipulés par untel ou untel. Et donc, l'intelligence artificielle révolutionne tellement la médecine, la gestion des données privées/publiques qu'il nous faut avoir une tierce partie neutre avec les meilleurs au monde pour nous dire comment ça bouge, c'est ça.

Et donc, le rapport qui est donné aujourd'hui, le rapport d'experts et les travaux que vous êtes en train de faire et je veux remercier aussi le ministre Champagne qui, au nom de Justin était avec vous, est une étape

importante. Et donc là, on rentre dans le dur. On a des rapports, c'est ce qu'on a annoncé en 2019, on va avancer sur l'intelligence artificielle.

La même année - c'est la quatrième initiative en 2019 - on a lancé le Partenariat pour l'information et la démocratie avec Reporters sans frontières, Christophe le rappelait, pour promouvoir véritablement le cadre d'une information démocratique transparente qui correspond à nos valeurs, mais sur l'internet. Et pour pouvoir dire : ceci est de l'information, ceci n'en est pas, ceci que vous avez sur les ondes avec la même apparence que ce qu'on a tous dans nos démocraties, c'est de la propagande faite par un régime qui, lui, n'est pas démocratique, mais utilise nos règles apparentes. C'est construire, on l'évoquait hier avec la Vice-Présidente Kamala HARRIS, s'est construire au fond, les anticorps à la désinformation. C'est exactement ça, ce partenariat. Et avec ce qui a été fait durant ces deux dernières années, le Forum, l'Observatoire des bonnes pratiques, on est entre le gazeux et le liquide pour reprendre la métaphore.

Maintenant, sur Information et démocratie, il faut qu'on arrive à passer des régulations un peu plus dures pour permettre de dire que telle pratique n'est pas conforme, en effet, à ce qui a été défini. Donc, vous voyez tout le chemin qui a été fait, je veux qu'on le mesure collectivement. Il est inédit parce que ce combat est inédit.

Et on ajoute aujourd'hui une cinquième branche, une cinquième flèche, en quelque sorte à l'ensemble de ces initiatives, c'est grâce à ce que vous avez préparé, ce qu'on fait ensemble, véritablement tout le travail sur la protection de l'enfance. On se bat beaucoup dans nos pays contre le harcèlement scolaire, le harcèlement en ligne, mais aussi ce que vivent nos enfants et la violence à laquelle ils sont confrontés, la pédocriminalité. Les ministres qui sont avec nous sont ici très engagés.

Mais on s'aperçoit exactement de la même chose que pour le reste, c'est-à-dire que même si on se bat contre le harcèlement scolaire à l'école, la vie commence avant 9 heures du matin et continue après 17 heures. Et si vous ne traitez pas le sujet des réseaux, ce monde numérique, pour des enfants, des adolescents, des jeunes adultes, la souffrance qu'ils peuvent subir, les harcèlements, mais aussi la désinformation, le contenu, l'apprentissage vicié de l'amour ou du respect de la vie par la pornographie Sans être guidé, tout ça s'effondre. Et en quelque sorte, ça devient un formidable environnement ou de harcèlement ou de déduction. Et donc on a besoin, là aussi, de remettre de l'ordre public, en quelque sorte, du contrôle de l'engagement.

Vous l'avez très bien dit d'ailleurs, Président, vous l'avez tous relayé. Ça passe par de l'accès, de la formation, de la régulation, de l'éducation. Si on veut réussir ce travail avec nos enfants, on doit améliorer ce que beaucoup ont dit. L'accès de tous les enfants au numérique, aux contenus, aux services, parce que c'est aussi une manière d'apprendre, c'est une inégalité face au numérique qu'ont vécu nos enfants et qui ont créé des inégalités qui sont terribles pour eux. C'est que certains avaient des écrans avec des contenus, d'autres non - les plus pauvres dans nos Républiques, dans nos quartiers et ceux qui sont dans les pays les plus pauvres. Donc, on doit d'abord faire ça si on veut protéger les enfants pour qu'ils apprennent, les aider à avoir accès aux bons savoirs dans le numérique.

Ensuite, on doit réguler les contenus et les formes d'autorisation, pour dire : un jeune de 8 ans, de 10 ans, de 15 ans - et vous avez parfaitement décrit un des défis qui est d'harmoniser l'âge entre nous. Il n'est pas armé, il n'a pas appris la même chose, il ne peut pas être exposé à tous les contenus sans règles - et donc, ce qui est une série d'opportunités pour aider à apprendre devient terrible et devient un instrument pour des prédateurs ou un instrument pour apprendre le monde à l'envers ou avec les pires travers si on ne met pas ces règles.

Et puis, il faut éduquer, c'est-à-dire que dans l'espace-temps, dans nos systèmes éducatifs, il faut apprendre à nos enfants à justement être dans les réseaux, à avoir accès à ces nouvelles pratiques. C'est pourquoi cette cinquième flèche, c'est vraiment l'appel à l'action pour les droits de l'enfant dans l'environnement numérique qui est signé aujourd'hui, qui a été travaillé étroitement avec l'UNICEF, que je remercie, et qui a été signée avec plusieurs États, plusieurs ONG, plusieurs plateformes. Et merci de l'avoir rejoint et d'avoir dit avec beaucoup de force, votre engagement.

Cet appel, c'est une toute première étape. Maintenant, il faut convaincre de plus en plus d'États, de gouvernements, d'entreprises, de collègues et, qu'on arrive à aller plus loin. Et je pense que le rendez-vous d'ailleurs du sommet des démocraties doit être une étape importante à cet égard, il faut qu'on essaie de pousser avec nos amis Américains en ce sens. On prend quels engagements ? D'abord, que cet appel nous conduise tous à aller vers la définition de droits de l'enfant dans l'environnement numérique et donc oui, qu'on harmonise des règles, des normes au niveau européen et mondial pour véritablement définir les mêmes règles et les droits qu'on donne à la fin et, qu'on ait l'engagement des grandes plateformes des acteurs du numérique et des gouvernements pour le faire. Ensuite, qu'on mette des vrais régulateurs et des vrais moyens de contrôle. C'est aussi important. Beaucoup m'ont dit hier et beaucoup de formidables intellectuels et penseurs qui étaient avec nous hier soir disaient : vous passez parfois des règles sur le numérique qui sont très bien mais la mise en œuvre, leur bonne application est très dure et vous n'êtes pas toujours au rendez-vous. C'est vrai.

Sur les enfants, on n'a pas le droit d'attendre. Donc, sur ce point, c'est aussi un point sur lequel nous devons

Sur les enfants, on n'a pas le droit d'attendre. Donc, sur ce sujet, c'est aussi un point sur lequel nous devons avancer et nous devons nous poser les questions dans les semaines qui viennent tous ensemble sur la base de cet appel, de ce que nous sommes prêts à faire pour préserver nos enfants des violences, des abus, de la haine, des contenus illicites. Y compris le recours au contrôle parental installé par défaut, y compris des choses auxquelles on n'était pas habitué, mais qui sont indispensables parce qu'il y a des endroits qui sont interdits aux enfants dans la vraie vie, parce qu'aucun de vos enfants ne va au bar tout seul et ne peut avoir accès à de l'alcool, aucun de vos enfants ne va au coffee shop, ne peut aller dans des lieux de prostitution parce qu'il y a des contrôles parentaux et des règles qui marquent cette interdiction. Elles sont très faibles aujourd'hui dans cet environnement. Et donc, on doit se poser ces questions et aller au bout de celles-ci et on ne peut plus attendre.

Voilà les quelques mots que je voulais dire. Je ne veux pas être plus long, je voulais vraiment vous dire qu'avec ces cinq flèches, on a déjà beaucoup fait mais aujourd'hui, ce qu'on lance pour nos enfants est un axe absolument essentiel et c'est le combat de beaucoup d'associations, de beaucoup d'entre vous.

Depuis beaucoup d'années, moi, j'ai appris énormément, mais pour avoir échangé avec des enfants encore, il n'y a pas longtemps que vous étiez là, je peux vous dire que la souffrance qu'ils vivent, quand on les laisse tous seuls face à ça est telle que nous n'avons pas le droit de ne pas bouger et donc, c'est vraiment pour moi cette 5ème flèche qui vient compléter tout ce formidable travail. Merci infiniment d'avoir été là. Merci beaucoup de votre action. Merci Alex pour l'animation des débats.